



HAL
open science

Introduction: Du journaliste au citoyen? Les mobilisations sociales à l'épreuve de la confluence des informations

Tourya Guaaybess, Nicolas Pélissier

► To cite this version:

Tourya Guaaybess, Nicolas Pélissier. Introduction: Du journaliste au citoyen? Les mobilisations sociales à l'épreuve de la confluence des informations. Les Cahiers du numérique, 2019, Récits en mouvement et journalisme numérique, 15 (3), pp.9-22. 10.3166/lcn.15.3.9-22 . hal-03131651

HAL Id: hal-03131651

<https://hal.science/hal-03131651v1>

Submitted on 23 Apr 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Introduction

Du journaliste au citoyen ? Les mobilisations sociales à l'épreuve de la confluence des informations

Tourya Guaaybess, Nicolas Pélissier

DANS **LES CAHIERS DU NUMÉRIQUE** 2019/3 (VOL. 15), PAGES 9 À 22

EDITIONS **LAVOISIER**

ISSN 1622-1494

ISBN 9782746249196

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-du-numerique-2019-3-page-9.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Lavoisier.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

INTRODUCTION

Du journaliste au citoyen ? Les mobilisations sociales à l'épreuve de la confluence des informations

TOURYA GUAAYBESS ET NICOLAS PELISSIER

Ce dossier a pour objet principal l'étude de la production, de la scénarisation et de la mise en circulation de l'information d'actualité produite par et sur les mouvements sociaux, entendus comme « *un agir-ensemble intentionnel, marqué par le projet explicite des protagonistes de se mobiliser de concert...* », qui « *se développe dans une logique de revendication, de défense d'un intérêt matériel ou d'une cause* » (Neveu, 1996, 11). Il fait suite à un premier dossier portant sur la thématique « TIC et mobilisations sociales » (Guaaybess et Pélissier, 2015) publié il y a cinq ans dans la revue *Communication, Technologies et Développement*. Clairement positionnés dans le champ de la communication internationale, les deux dossiers sont alimentés par des travaux empiriques. Ils répondent à une double exigence de cohérence et de diversité. En effet, il s'agissait d'inviter différents auteurs à aborder un même phénomène, tout en privilégiant la diversité des terrains d'observation. La spécificité de ces numéros tient au fait que les chercheur.e.s, parfois issu.e.s de ces différents pays, les connaissent bien et en maîtrisent aussi les langues.

Ces échanges croisés révèlent les caractéristiques propres aux sociétés traitées, ainsi que leurs points de convergence. Si les médias numériques ont potentiellement une audience internationale, leurs initiateurs et les causes qu'ils défendent sont le plus souvent ancrés dans des espaces nationaux. Ainsi, ce sont des pays aussi variés que la France, la Pologne, le Brésil, la Tunisie, la République Démocratique du Congo, l'Égypte et la Roumanie qui sont évoqués dans les neuf contributions qui suivent. La sélection effectuée et les (re)-lectures exigeantes de ces articles inédits ont donc été déterminantes. Ce dossier doit d'ailleurs beaucoup à l'investissement remarquable de son comité scientifique, que nous tenons à remercier, de même que Jean-Marc Bocabeille, dont les conseils éditoriaux ont été très précieux.

De fait, la quasi-totalité des textes font état de travaux empiriques menés sur plusieurs continents au cours de ces trois dernières années. Partout sur la planète, et plus particulièrement depuis une décennie, on constate une multiplication et une visibilité sans précédent des mouvements sociaux dans les médias. En plus des médias dits traditionnels, les plateformes numériques participatives (blogs et réseaux sociaux) jouent un rôle déterminant dans l'amplification de la résonance de ces mouvements, qu'il s'agisse notamment des mobilisations citoyennes liées aux « Printemps arabes » ou des « Gilets jaunes » en France. L'information les concernant n'est pas simplement mise en circulation par des professionnels du journalisme et des leaders d'opinion identifiés par le plus grand nombre. Elle est aussi co-produite par le citoyen ordinaire, quels que soient son degré d'engagement et ses stratégies personnelles.

Parmi les phénomènes repérés par les chercheurs sur ces plateformes numériques : le rôle croissant des diasporas transfrontières, la perte d'influence des corps intermédiaires tels que les journalistes (qui ne sont plus une instance critique interprétative incontournable et qui délèguent souvent leur parole aux foules anonymes), la mise en place de nouvelles formes de solidarités à distance et de réflexivité collective, ou encore la délégitimation quasi-systématique des institutions en place et la transformation des réseaux sociaux en arènes de conflits.

Pour autant, les médias d'actualité tels que les journaux, les radios, télévisions, les agences de presse et leurs professionnels habilités semblent être toujours influents dans la formation des opinions et jugements portant sur les mobilisations sociales. Il apparaît aussi que la couverture de celles-ci nécessite

une prise en compte affinée des revendications, des terrains et de ses acteurs, une préoccupation portée notamment par le *slow journalism* et le journalisme d'investigation. Nous préférons évoquer une « confluence », c'est-à-dire une interaction en perpétuel mouvement entre ces médias dits « de masse » et les réseaux socionumériques, qui permettent une participation accrue des publics et des citoyens et *in fine* l'émergence dans l'espace public de récits d'actualité sur ces mobilisations. De fait, cette confluence médiatique entremêle des informations produites à des échelles variables : locale, régionale, nationale, voire internationale.

Dans ce dossier, nous insistons tout particulièrement sur les déterminants de la circulation internationale de ces informations. Ainsi, des mobilisations locales sont largement mises en visibilité, voire amplifiées à l'extérieur d'un territoire national, à l'image de celles des « Gilets jaunes », qui a conduit certains touristes et investisseurs étrangers à remettre en question leur venue dans un pays qui serait devenu « dangereux ». D'autres ne le sont pas, alors même qu'ils ont un fort retentissement dans leur pays d'origine, tel le mouvement anti-corruption *Rezist* en Roumanie, qui a pourtant conduit des millions de personnes à manifester dans la rue l'été 2018 pour contester le pouvoir en place. D'autres enfin, ont un impact international variable en fonction de l'actualité dominante du moment, tel que le mouvement *El-Hirak* dans le Rif marocain en 2017, ou le mouvement anti-migrants « Vox » en Andalousie en 2018. Il s'agira ici de traiter de cette *variation de visibilité* et de comprendre les ressorts de la médiatisation transnationale des mouvements sociaux en termes de dynamiques, de contenus et d'acteurs. Comment certaines informations peuvent-elles toucher une opinion publique internationale (voir sur ce point les travaux Bertrand Badie) et d'autres non ?

Les contributeurs au dossier ont été invités à proposer une contribution à au moins trois niveaux de ces « récits en mouvements ». D'une part, celui des auteurs, *journalistes et autres « passeurs » de récits* au sein de l'écosystème informationnel digital. Quel est le niveau d'engagement, de compétence et de légitimité de ces producteurs d'information par rapport aux événements médiatisés et mis en circulation ? Les professionnels des médias gagnent-ils à rétrocéder leur expertise à l'homme/femme de la « Rue » ? Jusqu'où ces agents sont-ils conscients de l'impact national et transnational des messages qu'ils produisent et relayent ?

D'autre part, il s'agissait de traiter *la question des contenus véhiculés*, textes, images, sons, vidéos...dans une perspective de plus en plus cross- et trans-médiatique. Quels sont les grandes thématiques véhiculées par les mises en récits des mouvements sociaux ? Quels sont les dispositifs d'écriture et de partage privilégiés par leurs animateurs, sympathisants médiateurs ou adversaires ? Jusqu'où les récits journalistiques, mais aussi ceux des citoyens ordinaires, sont-ils influencés par le *storytelling* des pouvoirs publics et de ceux qui les contestent ?

Enfin, le présent dossier questionne *les enjeux de la transnationalisation des récits*. Comment un problème public national peut-il « migrer » vers d'autres espaces publics nationaux, voire devenir un problème public transnational ? Quel est le rôle joué par les diasporas et publics transfrontières ? Quels sont les anciens et nouveaux outils de communication à distance entre ces publics et comment se forment les usages de ces outils ?

Journalisme et mouvements sociaux

Dans les années 1970-1980, les chercheurs britanniques du *Glasgow University Media Group* (1976, 1980, 1982), en mobilisant les ressources de l'analyse critique de discours, avaient mis en évidence une forte asymétrie dans la couverture par les médias de masse des conflits et mouvements sociaux, au profit de la légitimation de l'ordre établi par les pouvoirs en place et au détriment des acteurs de la contestation.

Au cours des deux décennies suivantes, la sociologie critique francophone du journalisme prend le relais pour dénoncer, en s'appuyant de nombreuses études empiriques et ethnographiques, les dysfonctionnements du champ journalistique dans la prise en compte des problèmes sociaux. Au milieu des années 1990, la contestation de rue produite par le projet de réforme des retraites porté par le gouvernement d'Alain Juppé suscite de nouveaux travaux de recherche, sous l'égide Pierre Bourdieu et Patrick Champagne (1996) et dans la lignée de leurs précédents travaux sur *La Misère du Monde* (1993), tentant de rendre compte et d'expliquer ces dysfonctionnements. Ce n'est pas un hasard si cette France des « invisibles » des médias et des petites gens est traitée dans un ouvrage collectif éponyme (*La France Invisible*, 2008) dirigé par un sociologue mais aussi deux journalistes d'investigation.

Dans le prolongement de ces travaux inauguraux et à partir notamment de l'étude plus spécifique réalisée par Sandrine Lévêque sur le sous-champ des « journalistes sociaux » (2000), une nouvelle génération de chercheurs en journalisme (voir notamment Le Bohec, 2000 ; Sedel, 2009 ; Goulet, 2010 ; Berthaut, 2013) s'intéresse de plus près aux questions sociales et produit une série d'enquêtes tendant à démontrer le manque de compréhension et de considération de nombre d'acteurs journalistiques vis-à-vis des milieux sociaux les plus défavorisés et leurs différents modes d'expression et de contestation.

À l'appui d'une telle *théorie de la déconnexion*, de nombreux facteurs explicatifs sont mis en avant : le caractère toujours plus élitiste des formations professionnelles (Marchetti, 2008, 2016) ; l'emprise de l'idéologie managériale sur ces formations (Duval, 2004) au détriment d'une sensibilisation accrue aux sciences sociales (Chupin, 2009) ; le déclin récent d'un corps de professionnels engagés et spécialisés dans les questions sociales (Lévêque, 2000) ou encore la bureaucratisation du travail et la professionnalisation des sources qui éloignent les journalistes du terrain (Pélissier et Diallo, 2015).

Les acteurs journalistiques, face à de tels constats réalisés par les chercheurs mais aussi par certains de leurs représentants (syndicaux notamment), ont cependant tenté de réagir par de nouvelles réflexions d'ordre déontologique (voir Ruellan, 2012), une meilleure prise en compte des enseignements en sciences humaines et sociales dans les programmes de formation professionnelle, mais aussi en encourageant de nouvelles pratiques visant à « reconnecter » les journalistes avec les questions sociétales les plus saillantes.

Parmi ces pratiques, figure tout d'abord le renouveau d'un *journaliste narratif* d'inspiration néoréaliste et cherchant à « porter la plume dans la plaie », dans la tradition d'Emile Zola et Albert Londres, en arpentant les bas-fonds de la société (Pélissier et Eyries, 2014 ; Vanoost, 2016). En témoignent les enquêtes au long cours et en immersion à l'image du *Quai de Ouïstream* de Florence Aubenas (2010), mais aussi le succès croissant des revues-livres ou mooks telles que *XXI ou 6 mois* (Alves et Stein, 2017), visant à redonner ses lettres de noblesse aux grands reportages de terrain réalisés sur un temps long et cherchant à rapporter le plus fidèlement possible, par une réinvention du récit d'actualité, les réalités sociales les plus dérangeantes.

Dans une optique voisine mais différente, on notera également l'essor d'un *journalisme web participatif et citoyen* (Tétu, 2008, ; Ferron, Harvey et Trédan, 2015) donnant aux individus ordinaires la possibilité de mettre à l'agenda public leurs problèmes prioritaires, mais aussi l'émergence plus discrète d'un *journalisme civique* ayant pour objectif de contribuer à résoudre directement les problèmes sociaux par des actions d'influence et d'*advocacy* issues d'enquêtes de terrain, à travers notamment l'idée d'une *Responsabilité Sociale du Journaliste* (RSJ), voir Delforce, 1996), inspirée notamment par des modèles nordaméricains (Rosen, 1999).

Les effets de ce sursaut bien réel de la profession restent cependant limités. Ainsi, le journalisme narratif ne concerne que quelques professionnels audacieux, récompensés mais peu imités (Lits, 2012). Quant à la production amateur sur les sites web participatifs, elle reste surtout le fait de professions intellectuelles souvent mieux protégées de la crise et engagées dans d'autres modes d'intervention publique (Denouël, Granjon et Aubert, 2014). Le journalisme civique, pour sa part, demeure une pratique essentiellement nordaméricaine qui peine à se développer en France, au-delà de certaines radios associatives et quelques rares journaux d'opinion tels que *Marianne* ou *Le Monde Diplomatique*. Enfin, et plus largement, les démarches autoréflexives des journalistes ne les conduisent pas forcément à repenser leurs relations avec un environnement social de plus en plus complexe (Pélissier, 2015).

Dès lors, faut-il s'étonner que, malgré certains progrès effectifs dans la couverture médiatique des mouvements sociaux, de nombreux malentendus ont perduré au cours de ces dernières années, en dépit du renouvellement des pratiques informationnelles mais aussi militantes ? C'est du moins ce que montrent les textes de ce dossier qui se penchent sur les diverses manières dont les acteurs médiatiques « traditionnels », au premier rang desquels figurent les journalistes dits « professionnels », se sont emparés de divers mouvements sociaux récents, en France comme dans d'autres pays et ont suscité une circulation transnationale de certains formats, contenus éditoriaux et thèmes couverts.

Circulation des récits et couverture à échelle variable des mobilisations sociales

Plusieurs enseignements peuvent être tirés des divers travaux empiriques ici présentés, dont le premier est sans doute le caractère inédit de l'ampleur de la couverture des mouvements sociaux évoqués. L'ensemble des articles mettent en exergue la circulation inéluctablement transfrontière des informations. Nous avons choisi de placer l'article de Michael Palmer en ouverture de ce numéro car, en creux et à travers une approche historique, il révèle les biais de la couverture des actualités internationales par les journalistes d'agences de presse avant l'ère des réseaux numériques. Dans ce texte liminaire, Palmer se penche sur une question sensible et parfois oubliée par les nouvelles générations de chercheurs : les modalités de couverture médiatique transnationale des mouvements sociaux ont déterminé la retransmission des événements qui ont conduit à l'effondrement des régimes communistes en Europe de l'Est. Basé sur les mémoires et articles de correspondants d'agences de presse occidentales, ce travail met l'accent sur la couverture du mouvement ouvrier et du syndicat *Solidarność* en Pologne en 1980. Ce texte souligne que plusieurs facteurs ont été à l'origine d'un traitement biaisé du mouvement par les journalistes occidentaux tels que : la déconsidération des mouvements sociaux dès lors qu'ils ont lieu dans le « bloc de l'Est », la propension des journalistes à personnaliser les mouvements (Lech Walesa est ainsi consacré comme une « star »), une méconnaissance du terrain et de la langue, des préjugés, une vision globalisante du « bloc de l'Est » ou encore la nécessité de répondre aux attentes de la rédaction en chef.

Ainsi, comme l'écrivaient en 1994 Pierre Bourdieu et Patrick Champagne, le champ journalistique demeure un espace de contraintes, hétérogène et hiérarchisé. La multiplication de mouvements sociaux qu'il s'agit de couvrir et la mutation des pratiques professionnelles qui affectent le secteur journalistique n'y changent rien. C'est ce que démontre l'enquête d'Alexandre Joux auprès d'un groupe représentatif de 25 professionnels du journalisme. Ce travail porte sur la représentation du mouvement des *Gilets Jaunes* par les journalistes français. C'est à la fois l'identité professionnelle, la transformation des pratiques journalistiques à l'ère du numérique et la globalisation de l'information qui sont au cœur de ce travail. Si la couverture du mouvement des *Gilets Jaunes* par les médias français est jugée globalement acceptable, beaucoup font état de différences d'appréciation de ce traitement médiatique en fonction des acteurs, des formats et des contenus véhiculés : « *la ligne de fracture passe entre d'une part une élite parisienne, des nouveaux venus adeptes du numérique, des formats médiatiques adoptés à l'international et, d'autre part, des salariés sur le terrain, des pigistes à la merci des rédacteurs en chef, des médias historiques qui jouent leur survie* ». En ressort notamment une vive critique des éditorialistes, responsables de rédactions et autres « journalistes de

plateau » jugés « déconnectés » de la réalité sociale, à la différence de reporters et autres « journaliste de terrain », parmi lesquels des pigistes obligés de faire preuve de davantage d'originalité pour que leur production éditoriale soit retenue. Cette critique fait écho à une opposition frontale entre le travail réalisé par les chaînes d'information en continu (dont BFM, « *un média favorable aux cadres supérieurs mais regardée par les classes populaires* ») et celui produit par les professionnels avertis de la presse écrite généraliste et spécialisée, sous la forme notamment de reportages réalisés sur un temps plus long. Derrière cette opposition, se profile enfin une dénonciation de l'importation aveugle de formats (« live Facebook » ou « Brut ») inspirés par la communication numérique, la dramatisation de l'image audiovisuelle en direct et autres traits caractéristiques d'un certain journalisme états-unien, davantage centré sur le *business* et le marketing, à la différence d'un journalisme francophone d'inspiration plus littéraire et politique.

Comme l'ont montré nombre de chercheurs (Schudson, Chalaby, Ruellan...) de telles représentations concurrentielles existaient déjà lors de l'invention du journalisme d'information au milieu du XIX^e siècle. Force est de reconnaître qu'elles sont toujours bien présentes, et que le mouvement des *Gilets Jaunes* a permis de les réactiver une nouvelle fois. Cette hétérogénéité du champ médiatique est plus criant encore dans les régimes autoritaires où l'on peut observer une ligne de fracture entre les médias d'État et les réseaux sociaux numériques. Deux cas d'études illustrent cela dans ce dossier : le Congo et l'Égypte.

Troisième constat : contrairement à la période qui a précédé la chute du Mur de Berlin susmentionnée, une certaine universalité du traitement des mouvements sociaux par les journalistes peut être observée. Si la couverture journalistique des pays étrangers n'est pas toujours exempte de prénotions ou stéréotypes, celle des mouvements sociaux – « chez soi » *et ailleurs* - tend à se faire à travers le simple prisme des enjeux économiques et politiques. Cela est d'ailleurs flagrant dans les médias numériques, souvent plus fluides et mieux en phase avec les réalités sociales. L'article de Camila Lima de Braga le montre d'ailleurs très bien, à travers l'examen du traitement par les médias français des mouvements sociaux brésiliens entre 2013 et 2016, lesquels ont abouti à la démission de la présidente Dilma Rousseff. À partir d'une analyse de la presse écrite nationale, d'un site d'information spécialisé, combinée à une analyse plus qualitative des photographies d'actualité publiées par ces médias français, l'auteure aboutit à trois constats. Le premier est celui de l'importance

inhabituelle accordée au Brésil par les journalistes français à l'occasion de ces mouvements sociaux, en particulier celui de *Juin2013*. Ce saut quantitatif s'est aussi accompagné d'une approche plus fine des mouvements sociaux visant à mieux saisir la grande diversité de leurs origines : partage inégal des terres et des richesses, tensions interethniques, violences faites aux femmes, poids du conservatisme religieux et surtout dégâts occasionnés par la corruption. Cet élargissement du champ d'investigation a notamment été permis par une meilleure prise en compte de la parole profane, celle des manifestants. Le second constat, probablement le plus heuristique, est celui de la montée en puissance de représentations médiatiques s'efforçant de déconstruire une mythologie politique associant la Brésil à une série de stéréotypes. Les articles analysés ont révélé une couverture beaucoup plus politique et réaliste de l'actualité brésilienne : « *le stéréotype d'une diversité culturelle forte et d'un peuple solidaire est remplacé par l'image d'une ségrégation sociale fortement marquée* » ; ou encore « *la jeune fille d'Ipanema partage sa place de muse avec des femmes ordinaires qui dénoncent le harcèlement vécu dans les transports publics* ». Enfin, l'auteure a constaté, au travers notamment de son étude sémiologique des photographies illustrant ces articles, une réelle différence entre les imaginaires médiatiques véhiculés par la presse généraliste et ceux produits par un site d'information plus spécialisé : « *les journaux s'inscrivent dans une logique encore spectaculaire des événements, caractéristique du mainstream* », alors que « *le site Internet montre (...) l'aspect souverain des corps collectifs et de la liberté de réunion indifféremment de l'appartenance sociale de chaque citoyen* ».

Cette convergence dans le traitement des mouvements sociaux et des mobilisations correspond à une réalité : partout sur la planète, on retrouve certains mots d'ordre et symboles (du « *Dégage !* » au port du Gilet jaune). Un souci commun d'en finir avec le « système » d'élites déconnectées des réalités sociales ou corrompues est décrié par les manifestants. Pour autant, et ce sera notre quatrième point, les différents articles montrent que la situation géographique des journalistes reste déterminante à plusieurs égards. Une actualité peut devenir virale et globale, elle sera toujours plus médiatisée dans le pays des protagonistes de l'événement médiatisé. Dans son article traitant de la couverture sur toute la planète des propos sexistes de Tim Hunt en juin 2015, Nathanaëla Andrianasolo démontre bien que les médias britanniques ont produit le plus de contenus sur le fait étudié dans la mesure où le scientifique mis en cause est d'origine anglaise, de même que sa première détractrice sur Twitter ; par ailleurs les journalistes qui ont réalisé le travail le plus conséquent sur cette polémique appartiennent pour la plupart à des médias britanniques. Autre exemple : le mouvement des *Gilets Jaunes* a été davantage couvert en

France, comme l'atteste l'article d'Alexandre Joux, même si le mouvement a été une source d'inspiration à travers le monde.

Ainsi, toute information d'actualité, plus que jamais, reste située. Le cas du traitement médiatique des *Gilets Jaunes* en Égypte est particulièrement intéressant car il aborde le phénomène d'interprétation(s) et de réappropriation(s) d'un mouvement social à l'aune de problématiques nationales. Maria Adib Doss et Mohammed Abdel Hamid se sont penchés sur cette question, prenant à rebours les travaux portant sur la couverture occidentale des actualités à l'étranger. Le cas d'étude est éclairant, dans la mesure où le régime maintient un contrôle sans précédent sur les médias audiovisuels et la presse imprimée. Aussi, les deux auteurs ont-ils pu faire l'observation du cadrage des *Gilets Jaunes* par les médias d'un État soucieux de légitimer une politique résolument répressive. L'analyse de contenu des médias égyptiens est d'autant plus instructive, qu'elle porte à la fois sur deux émissions télévisuelles et sur les réactions qu'ont suscité ces *talk-shows* dans les réseaux sociaux. Ils notent que très vite, le concert de louanges à l'égard du président français a fait place à un discours patriotique et des critiques acerbes à l'égard du même Emmanuel Macron, après que ce dernier ait souligné l'importance du respect des Droits de l'Homme lors de sa visite au Caire. Dès lors, le cadrage du mouvement français des *Gilets Jaunes* dans les programmes télévisés analysés a plutôt mis en évidence les excès de la police française. À l'opposé des médias monochromes, les contenus analysés dans les réseaux socio-numériques (pourtant fortement contrôlés par les autorités) laissent transparaître un clivage très net entre les partisans du régime en place et ses nombreux pourfendeurs.

Est-ce le hasard de ce numéro ou une tendance lourde ? On note qu'à l'occasion de mobilisations sociales, les plateformes numériques deviennent un espace d'affrontement entre deux camps opposés. Bien souvent, les controverses par réseaux sociaux interposés ont lieu à l'intérieur du pays, et les publics étrangers sont pris à témoin. Ce phénomène observable dans les articles traitant de mobilisations au Congo, en Égypte ou en Roumanie, l'est aussi dans la Tunisie post-révolutionnaire. Marta Luceno Moreno s'est ainsi penchée sur les conflits qui ont eu lieu à l'université de la Manouba entre un groupe de salafistes et des universitaires réfractaires aux exigences rigoristes (port du niqab notamment) de ce groupe radicalisé. Les salafistes ont privilégié l'usage des réseaux sociaux, et particulièrement de Facebook, pour diffuser une propagande selon laquelle ils seraient victimes d'un État répressif à leur encontre. L'auteure note que le discours du groupe de salafistes s'adapte

opportunément au support médiatique et au public visé. Ainsi leur revendication puise, tour à tour, dans le répertoire de textes relatifs aux Droits de l'Homme, mais aussi de considérations religieuses ou même nationalistes en fonction de l'audience ciblée. Le « contre-cadrage » des universitaires se déploie au contraire sur plusieurs médias, l'enjeu étant à la fois de diffuser leur propre lecture de la situation et d'institutionnaliser leur cause. Leur communication à l'échelle internationale tire un profit stratégique de l'intérêt des médias étrangers pour les mobilisations en Tunisie, mais aussi pour l'évolution du statut de la femme au Maghreb. Les universitaires « *ont pris soin de façonner et d'articuler une série de cadres valorisant l'héritage des Lumières dans un cadre universalisant, mais aussi les droits des femmes faisant appel à l'histoire tunisienne et à la capacité de circulation du genre au niveau international. Ils ont mobilisé un répertoire tactique en adéquation avec les narrations anti-niqab internationales en faisant appel au « danger islamiste » dans une tentative d'internationalisation de la cause et en accord avec les narratives sur l'universalisme des libertés académiques* ». En Tunisie comme dans la plupart des terrains de ce dossier, on retrouve la diaspora parmi les publics visés prioritairement par les différents producteurs d'information.

Ainsi, l'internationalisation est le fait des usagers eux-mêmes dans le but de renforcer leur cause. Plusieurs cas montrent que cette externalisation du mouvement n'est pas improvisée ou accidentelle, mais stratégique, car elle obéit à un calendrier et adopte une rhétorique adaptée. L'article de Didier Makal porte sur les mobilisations qui ont agité le Congo Kinshasa entre 2015 et 2018, et notamment l'affrontement de deux tendances antagonistes sur les réseaux sociaux : #Wumela (favorable au maintien du président Kabila au pouvoir) et #Yebela (dont les partisans, plus nombreux, sont au contraire pour une alternance politique et un départ du président sortant). L'analyse des tweets montre, entre autres, que chaque camp prend à témoin le monde extérieur. Ainsi, « *Dans l'ordre de la dénonciation qui a lieu sur les réseaux sociaux, les incidents et violences qui émaillent des actions annoncées pacifiques et démocratiques des civils sont exploités pour prouver l'intolérance des dirigeants et leur opposition à la démarche pour l'alternance du pouvoir* ». Les messages s'adressent notamment la diaspora congolaise en Europe, en Afrique du Sud et aux États-Unis. Pour le camp adverse, il s'agit là d'une campagne de dénigrement et « *l'enjeu est de montrer ce qui se passe, dire au monde que le chef de l'État a un soutien populaire et que la contestation en cours n'est pas l'unique opinion qui se manifeste* ». Dans ce jeu, les journalistes des deux camps ne sont pas neutres.

Et c'est un élément qu'il convient de relever : dans le cadre de la confluence médiatique, les journalistes sortent plus aisément de leurs réserves et de leurs rôles de témoins pour devenir ouvertement eux-mêmes des acteurs des mobilisations sociales. Des liens collaboratifs se tissent ainsi entre activistes et journalistes. La contribution de Nathanaëla Andrianasolo, qui porte sur la médiatisation de l'affaire Tim Hunt, le démontre bien. A partir d'une analyse quantitative d'articles de sites d'information complétée par une analyse plus qualitative destinée à analyser l'évolution du récit médiatique au cours de la période considérée (juin-décembre 2015), l'auteure met en évidence une transformation des pratiques médiatiques allant dans le sens d'un journalisme plus participatif : « les journalistes des médias d'information ne sont plus seulement dans un rôle de gatekeeper (...) mais ont également un rôle d'observation ou de gatewatcher...les réseaux socionumériques représentent désormais pour de nombreux journalistes un outil de veille et font partie intégrante de leurs routines quotidiennes ». De plus en plus, les organisations professionnelles médiatiques se nourrissent des contenus des réseaux socionumériques, lesquels trouvent à leur tour dans les médias plus traditionnels des caisses de résonance permettant d'amplifier leur voix et leurs causes.

Le travail de Oprea Delia met également en lumière ce rôle sans équivoque des journalistes dans le cadre d'une mobilisation sociale en Roumanie. Cet article explique comment deux femmes ont pu susciter une formidable campagne de dons en vue de construire une unité hospitalière pour l'accueil et le soin d'enfants atteints du cancer. Pas moins de dix millions d'euros ont pu être récoltés et le service construit. En s'appuyant sur la notion de récit, l'auteure nous guide à travers plusieurs niveaux et énonciateurs de récits : celui des deux femmes, le récit médiatique portant sur ces deux héroïnes, ainsi que les récits véhiculés par les différents types de médias pour défendre cette cause, dans une Roumanie où l'État est jugé défaillant. L'auteure rappelle que ces récits sont avant tout des récits médiatisés, dans le sens où ils sont portés par des acteurs engagés, au sein desquels les journalistes jouent un rôle actif. Tout comme l'ensemble des articles de ce numéro, cette étude montre que l'ancrage géographique de la cause et de ces récits n'exclue pas son internationalisation. En effet, l'examen qui est fait des hashtags relatifs à la mobilisation révèle une réappropriation de causes extérieures en Roumanie (ici la campagne de dons suite à l'incendie de la cathédrale Notre-Dame survenu en 2019) mais aussi une externalisation de la cause *via* sa publicisation dans les médias étrangers.

Ainsi, ce numéro fait la part belle à la médiatisation des mouvements sociaux et aux acteurs connectés de ces mobilisations. Pour autant, les réseaux sociaux ne sont pas des espaces aveugles et neutres, simples réceptacles techniques de tous les messages. Sans céder à un quelconque déterminisme technologique, l'article d'Horea Badau nous rappelle le rôle déterminant des dispositifs et contraintes techniques dans le cadre des mouvements sociaux. L'examen comparé de groupes Facebook de deux mouvements sociaux français et roumain (respectivement les *Gilets Jaunes* et *Rezist*) lui permet de mettre en lumière le rôle des algorithmes dans le contenu des messages échangés par les différents membres de ces groupes. En effet, en mettant en avant des univers sémantiques que les usagers de Facebook réalimenteront à leur tour, les algorithmes conduisent à un certain formatage des discours qui circulent dans les réseaux sociaux, ici dans le sens d'une radicalisation croissante et difficilement réversible, rappelant les réflexions de Dominique Cardon (2016) sur le caractère potentiellement antidémocratiques de certains algorithmes.

Références bibliographiques

- Alves A., Stein M., Dir., *Les mooks, espaces de renouveau du journalisme littéraire*, Paris, L'Harmattan, 2017.
- Berthaut J., *La Banlieue du 20 heures : ethnographie de la production d'un lieu commun journalistique*, Marseille, Agone, 2013.
- Beaud S., Confavreux J., Lindgaard Jade, *La France invisible*. La Découverte, « Poche / Essais », 2008.
- Bourdieu P., Dir., *La Misère du Monde*, Paris, Minit, 1993.
- Champagne P., « Le traitement médiatique des malaises sociaux », *Les Cahiers du Journalisme*, n°2, décembre 1996, pp. 8-16.
- Chupin I., « Sciences sociales et formations au journalisme, émergence d'un nouvel enjeu de distinction », *Questions de communication*, n°16, 2009, pp. 45-70.
- Delforce B., « La responsabilité sociale du journaliste : donner du sens », *Les Cahiers du Journalisme*, n°2, 1996, pp. 16-34.
- Denouël J., Granjon F., Aubert A., Dir., *Médias numériques et participation*, Paris, Mare et Martin, 2014.
- Duval J., *Critique de la raison journalistique*, Paris, Le Seuil/Liber, 2004.
- Glasgow University Media Group, *Bad News*, London, Routledge, 1976 ; *More Bad News*, London, Routledge, 1980 ; *Really Bad News*, London, Routledge, 1982.

- Goulet V., *Médias et classes populaires*, Paris, INA, 2010.
- Guaaybess T., Pélissier N., Dir., Dossier « TIC et mobilisations sociales », *Communication, Technologie, Développement*, n°2, chaire UNESCO, octobre 2015.
- Lafarge G., Marchetti D., « Les portes fermées du journalisme L'espace social des étudiants des formations reconnues », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°189, 2011, pp. 72-99.
- Le Bohec J., *Les mythes professionnels des journalistes*, Paris, L'Harmattan, 2000.
- Lévêque S., *Les journalistes sociaux*, Rennes, PUR, 2000.
- Lits M., « Quel futur pour le récit médiatique ? », *Questions de communication*, n°21, 2012, pp. 37-48.
- Neveu E., *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 1996.
- Pélissier N., Diallo M., « Le journalisme à l'épreuve des dispositifs socio-numériques d'information et de communication », *Revue Française des Sciences de l'Information et de la Communication*, n°6, 2015, <https://rfsic.revues.org/1449>
- Pélissier N., Eyries A., « Fictions du réel : le journalisme narratif », *Les Cahiers de Narratologie*, 26, 2014, <https://narratologie.revues.org/6852>
- Pélissier N., « La responsabilité sociale des journalistes, une injonction paradoxale? Limites et enjeux du discours déontologique des entreprises de presse françaises », *ESSACHESS, Journal for Communication Studies*, Vol.8, n°1, (15), 2015, pp. 215-229.
- Rosen J., *What are Journalists For?*, New Haven, Yale University Press, 1999.
- Ruellan D., *Nous, journalistes*, Grenoble, PUG, 2012.
- Sedel J., *Les médias et la banlieue*, Paris, INA/Le Bord de l'Eau, 2009.
- Tétu J.-F., « Du public journalism au journalisme citoyen », *Questions de Communication*, n°13, 2008, pp. 71-88.
- Vanoost M., « Journalism narratif : des enjeux contextuels à la poétique du récit », *les Cahiers de Narratologie*, 31, 2016, <https://journals.openedition.org/narratologie/7543>